

QUADERNI **Quaderni**
Communication, technologies, pouvoir
75 | Printemps 2011
Le Parlement face aux TIC

Souveraineté nationale et intégration européenne face à l'universalisme d'Internet

Godefroy Dang Nguyen



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/394>

DOI : 10.4000/quaderni.394

ISSN : 2105-2956

Éditeur

Les éditions de la Maison des sciences de l'Homme

Édition imprimée

Date de publication : 5 avril 2011

Pagination : 29-38

Référence électronique

Godefroy Dang Nguyen, « Souveraineté nationale et intégration européenne face à l'universalisme d'Internet », *Quaderni* [En ligne], 75 | Printemps 2011, mis en ligne le 05 avril 2013, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/394> ; DOI : 10.4000/quaderni.394

Tous droits réservés

souveraineté nationale et intégration européenne face à l'universalisme d'Internet

Godefroy
Dang Nguyen

*Directeur scientifique adjoint
(Télécom Bretagne)
Professeur au Collège d'Europe
(Bruges)*

Le secteur des télécommunications est pour l'essentiel réglementé au sein de l'Union européenne (UE) par le « Paquet Télécom », un ensemble de Directives dont la finalité est d'assurer le fonctionnement harmonieux des marchés, la protection des consommateurs et des citoyens et l'encouragement à l'innovation¹. Le long processus de libération du marché des télécommunications mené entre 1984 et 1998, avait conduit à un foisonnement de textes que le « Paquet Télécom », élaboré en 2002, visait à simplifier et moderniser. Il comportait initialement cinq Directives. Conçu comme un instrument de mise en œuvre du marché intérieur prenant en compte les particularités des télécommunications, le « Paquet » ne faisait pas l'objet de débats spécifiques dans les enceintes parlementaires des États membres.

Les évolutions permanentes du secteur – diffusion massive des mobiles, décollage de l'Internet à haut débit, engouement plus ou moins durable pour la « nouvelle économie » puis pour les « réseaux sociaux » –, avaient toutefois conduit les autorités européennes à prévoir une révision régulière du « Paquet Télécom », de sorte qu'en novembre 2007 la Commission européenne proposa, après une large consultation publique, un nouveau « Paquet ». Celui-ci fit, de façon tout à fait inattendue, l'objet d'un bras de fer entre le Conseil et la Commission d'un côté, et le Parlement européen de l'autre, qui dura deux ans. Il révéla que désormais la régulation du secteur débordait le cadre strict du marché intérieur sectoriel et soulevait des questions essentielles sur la protection de la citoyenneté, le pouvoir judiciaire et le droit à la communication. Comme le dit le juriste américain Lawrence Lessig « *le programme (informatique) fait la loi* »².



Les débats européen et français autour du « Paquet Télécom » : téléchargement illégal et neutralité du Net

Deux points dominèrent le débat autour du nouveau « Paquet Télécom » entre novembre 2007 et le 24 novembre 2009, date de son adoption finale par le Parlement d'un texte « de compromis » : la riposte graduée contre la copie illégale de fichiers et la « neutralité du Net » (Breindl et Briatte, 2010), les deux étant en partie liées. La première coïncidait avec, et faisait écho aux vifs débats se déroulant en France sur l'adoption de la loi dite « Hadopi », votée par le Parlement français en septembre 2009. Celle-ci instaurait un système juridique visant à faire sanctionner par une institution publique créée à cet effet, la Haute Autorité pour la Diffusion des Œuvres et la Protection des droits sur Internet (HADOPI), les utilisateurs de fichiers informatiques contenant des œuvres dont l'usage contrevenait aux droits de leurs propriétaires légitimes. Le débat portait sur le fait que les contraventions n'étaient pas dressées par une autorité judiciaire ou un de ses mandataires mais par une institution « ad hoc », dont les opérateurs privés – fournisseurs d'accès à Internet – pouvaient devenir, le cas échéant, le « bras séculier ».

Avec la « neutralité du Net »³, il s'agissait et il s'agit toujours de savoir si tout le monde peut avoir accès ou non aux infrastructures de réseau de façon libre et non discriminatoire. Jusqu'à présent Internet ne garantit pas la qualité de service, les opérateurs se contenant d'un principe de « meilleur effort ». Le formidable progrès technologique leur avait toujours permis de fournir une prestation qui s'adaptait aux besoins

croissants de tous les utilisateurs, notamment à la diffusion d'images vidéo particulièrement gourmandes en ressources de transmission. Mais la circulation accrue de telles images « produites par les utilisateurs » – dont, mais pas uniquement, les fichiers circulant illégalement –, incitait les experts à penser que la technologie ne suffirait plus à faire face aux besoins accrus de débit, et qu'il était temps de remettre en cause la « neutralité du Net ».

L'évolution législative parallèle du « Paquet Télécom » au niveau européen et de la loi « Hadopi » au sein du parlement français, a tout à coup révélé l'intrication des décisions prises par chacune de ces instances. Mais cela n'était pas fortuit. Le gouvernement français avait en effet exprimé au printemps 2008, l'idée d'insérer la riposte graduée dans une directive du « Paquet Télécom » en préparation. La tentative française a été vivement combattue par les « activistes de l'Internet », notamment ceux regroupés au sein de la Quadrature du Net⁴, qui ont déclenché une campagne d'intense lobbying et de débat public au sein du Parlement européen conduisant à l'opposition mentionnée précédemment avec la Commission et le Conseil (Breindl et Briatte, cité). Du coup les débats législatifs ont été menés simultanément en France et à Bruxelles, et ont été clos à peu près au même moment.

Cette concomitance est plutôt inhabituelle. Le Traité constitutif de l'Union européenne dans sa dernière version de Lisbonne, précise dans le détail les compétences respectives de l'Union et de ses États-membres. Et si les textes européens font souvent l'objet d'une certaine suspicion au sein des opinions publiques, les parlements nationaux



procèdent plutôt à des contrôles a priori sur leurs gouvernements (en amont de la préparation des textes par la Commission ou de leur discussion au sein du Parlement Européen et par le Conseil), ou bien « a posteriori » (en aval au moment de transposer dans la législation nationale les Directives adoptées dans le cadre européen (de Wilde, 2009)). D'une certaine façon, les débats suscités par la « loi Hadopi » et par la neutralité du Net pouvaient apparaître comme une occasion pour l'Assemblée nationale de retrouver une capacité législative que la construction européenne lui réduit tendanciellement (Auel, 2007).

Si la « loi Hadopi » est tant bien que mal entrée en vigueur en France, la question de la neutralité du Net reste encore ouverte et fait l'objet, au moment où nous écrivons, de vifs débats tant en France qu'en Europe. Lors de l'adoption finale du « Paquet Télécom » par le Parlement européen en novembre 2009, l'attachement à la neutralité du Net a été réaffirmé par la Commission européenne⁵. Mais une consultation publique a quand même été lancée sur cette question par la Commissaire européenne N. Kroes quelques mois plus tard en juin 2010, consultation dont la synthèse des résultats a été publiée en Novembre. Selon la Commission, les avis exprimés admettent le principe de la neutralité, qui n'exige pas une évolution du cadre législatif européen fixé par le « Paquet Télécom » de novembre 2009. C'est donc le statu quo qui demeure après l'adoption de celui-ci. L'ARCEP (l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et de la Poste en France) avait pris l'initiative en mai 2010 d'une consultation publique puis d'un colloque sur la neutralité du Net et en a rendu compte dans un de ses « cahiers trimestriels ». De son côté le

député français Christian Paul a déposé au nom de son groupe politique à l'Assemblée nationale en décembre 2010, une proposition de loi visant à définir les modalités de mise en œuvre du principe de neutralité du réseau. Ainsi, tant l'échelon national que l'europpéen paraissent vouloir se saisir d'un point essentiel concernant l'évolution des réseaux sans toutefois avoir défini leur doctrine. La simultanéité des débats européen et national se prolonge donc, ce qui est assez peu courant au sein des institutions européennes. On peut l'expliquer par la nature des questions soulevées par la neutralité du Net.

La « neutralité du Net » : un des principes fondateurs d'une société numérique universelle ?

La neutralité du Net est un sujet à multiples facettes. Elle est évoquée à propos des restrictions que les opérateurs de réseaux de mobiles mettent en place à l'égard des applications de téléphonie sur IP afin de ne pas subir des pertes de recette sur les communications, restrictions qui seraient une violation directe du principe de neutralité. On peut aussi la mettre en avant à propos des pratiques des opérateurs consistant à « examiner les paquets », c'est-à-dire à analyser les contenus que les internautes envoient ou reçoivent, afin de mieux gérer le trafic de données circulant dans leur réseau. Ceci paraît contrevenir au principe de neutralité et de secret des correspondances. On peut en faire état à propos de la volonté des opérateurs d'augmenter leurs recettes par la mise en place de tarifs liés à l'usage, recettes destinées à financer leurs investissements dans les infrastructures nouvelles (fibre optique chez l'abonné). Enfin l'évolution des protocoles d'interconnexion



IP (Internet Protocol) entre la version 4 (IP V4) et la version 6 (IP V6)⁶ fait que désormais il est possible pour opérateurs de réseaux dits « IP » de définir une « qualité de service », donc un débit de transmission garanti et partant de discriminer les clients en fonction de leur disposition à payer pour telle ou telle qualité. Dans toutes ces situations, c'est la neutralité du Net qui est remise en cause et ce sont des considérations de rentabilité et de performance économiques qui semblent au cœur du sujet. L'UE devrait pouvoir résoudre rapidement ces questions. De plus la « neutralité du Net » n'a d'autre fondement qu'une pratique toujours respectée au sein de « l'écosystème IP ». Dans ces conditions on comprend mal pourquoi les débats sont si complexes et mobilisent tant les instances européennes que nationales qui paraissent hésiter sur la conduite à tenir vis-à-vis de ce principe.

Pour saisir l'enjeu du débat il faut se rendre compte qu'Internet a opéré une double révolution copernicienne dans le domaine des réseaux de communication. D'abord et avant tout ce système a instauré un principe général de « contrôle du réseau par les extrémités » (c'est-à-dire les ordinateurs des utilisateurs), alors que dans un réseau traditionnel comme le téléphone, ce contrôle est assuré par le « centre » (les installations de l'opérateur). C'est d'ailleurs en ce sens que l'interprète Tim Wu (2003), le créateur du concept. Ainsi chacun aurait « son mot à dire » pour faire fonctionner le réseau. Pour cela les utilisateurs au sein de la communauté d'Internet s'entendent « par consensus et grâce à des programmes qui marchent »⁷. N'importe qui en effet, peut être à l'origine d'une initiative pour améliorer le fonctionnement du réseau et déposer une RFC

(Request for Comment) qui une fois adoptée par « consensus », peut devenir principe de loi pour tous les acteurs de l'Internet. Ce « consensus » s'établit au sein d'institutions mandatées, l'Isoc (Internet Society) dont tout internaute peut être membre, et de ses comités spécialisés (IETF, Internet Engineering Task Force) et IAB (Internet Architecture Board) dont les représentants sont choisis par cooptation en fonction de leur compétence. Cette « auto-organisation » où chaque internaute possède a priori le même pouvoir d'intervention, est une originalité profonde d'Internet sur le plan institutionnel. Mais en tant qu'« auto-organisation » justement, elle ne devrait pas peser bien lourd face aux pouvoirs législatifs constitués comme ceux des institutions européennes ou du gouvernement fédéral américain.

D'un point de vue technique en outre, Internet est un enchevêtrement de réseaux interconnectés entre eux et respectant le protocole IP, ce qui permet l'acheminement de n'importe quel fichier informatique d'un ordinateur à l'autre et autorise chaque internaute à « communiquer ». Les propriétaires de ces réseaux – les opérateurs –, s'engagent de leur côté à faire de leur mieux pour transporter les fichiers qu'on leur transmet. Et si aucun opérateur n'est tenu de respecter le protocole IP ni les pratiques qui lui sont associées, il le fait parce que cela lui convient. Au final, se réalisent grâce à Internet et à ses caractéristiques si particulières sur le plan technique et de gouvernance, des opportunités économiques très vastes, tandis qu'une collectivité d'individus à l'échelle de la planète fait fonctionner de façon coopérative, décentralisée et sans contrainte aucune, le système technique le plus complexe que l'homme aie jamais créé.



Deux visions d'Internet : place de marchés ou société numérique ?

Du coup, on peut envisager Internet de deux façons fort différentes : d'abord comme un ensemble d'infrastructures de réseau mises à disposition du public par des acteurs concurrents mais interconnectés, afin d'assurer une activité commerciale mais également des missions de service public, comme c'est le cas pour la fourniture du gaz, de l'électricité, du courrier. C'est la vision de la Commission européenne et de la plupart des institutions : il s'agit alors de faire appliquer le droit de la concurrence et de protéger les intérêts du consommateur, tout en préservant la mission de service public, principalement le respect de la vie privée et la protection des données personnelles. Dans cette perspective la neutralité du Net, même si elle est reconnue par la Commission qui juge ce principe compatible avec les Directives du « Paquet Télécom » de novembre 2009, devrait à terme disparaître car économiquement elle ne se justifie pas : elle empêche les opérateurs de gérer efficacement leur réseau, ne leur permet pas d'instaurer la discrimination tarifaire et peut les rendre frileux en matière d'investissements (Spulber et Yoo, 2009).

Mais il y a l'autre approche, portée à l'origine par les créateurs du Net et désormais par ses propagandistes, les « activistes du Net » : pour eux il s'agit d'un véritable bien public dont la valeur dépasse la somme des intérêts de ceux qui participent à sa fourniture – opérateurs et utilisateurs – et dont les fondements sont la liberté d'expression, l'accès à la connaissance et son partage, la création collective dans un contexte de liberté individuelle et de saine émulation

(Benkler, 2006). Les internautes en définissent conjointement la « gouvernance », qui s'appuie sur un « contrat social implicite » dont la trace se trouve inscrite en filigrane dans les RFC. Ce « contrat social » fonde une collectivité, presque une « société », établie sur une sociabilité non pas « virtuelle » mais plutôt « numérique », utilisant des médiateurs électroniques : réseaux, ordinateurs, terminaux. Les RFC en établissent la « charte » et les instances de gouvernance de l'Internet (Isoc, IETF...) en sont les institutions représentatives. Cette « société numérique » s'appuie sur une tradition certes récente (trente ans) mais forte de son formidable écho auprès des individus : la diffusion exponentielle d'Internet, la multiplicité de ses usages et de ses services, l'invention permanente qui la caractérise, le soutien que cette activité apporte au reste de l'économie en font une réalité désormais « incontournable ». En ce sens Internet est bien plus qu'un simple bien collectif⁸ : un monde « parallèle » ou « cyberspace » (Musso, 2009) régi par des règles dont la neutralité du Net paraît être un des piliers.

Qui doit déterminer le cadre institutionnel du « cyberspace » ?

Le « cyberspace » en question n'est cependant pas tout à fait « parallèle », dans le sens où il lui arrive d'entrer en contact, voire de se heurter au « vrai » monde. Lorsque les internautes partagent des fichiers illégaux, les mandataires des ayants-droits desdits fichiers les accusent de « vol » et provoquent la mise en place de la loi « Hadopi ». Lorsqu'un employé se moque de sa hiérarchie sur le « mur » de son réseau social, il peut être licencié, comme en témoignent deux récentes affaires



survenues à Boulogne-Billancourt et à Périgueux. Lorsque les noms de domaine sont devenus une affaire commerciale trop sérieuse pour les confier à des informaticiens, le gouvernement américain n'a pas hésité à légiférer pour créer une association privée sans but lucratif, l'ICANN, chargée de les gérer au mieux des intérêts du commerce électronique⁹. Lorsqu'un pays autoritaire bloque les accès à divers sites, il prolonge dans le monde numérique sa volonté de contrôler voire de censurer la libre expression de ses citoyens. Les événements du Moyen-Orient en décembre 2010 et janvier-février 2011, favorisés par Internet et les SMS, ne sont que l'ultime épisode d'un processus d'action politique collective initiée dix ans plus tôt aux Philippines et qui avait provoqué la chute du président Estrada (Rheingold, 2005).

Si l'on s'en tient à la vision économique du cyberspace, les acteurs principaux de l'Internet sont les « infomédiaires » (Curien 2005) : fournisseurs d'accès, portails, moteurs de recherche, qui n'adhèrent formellement aux principes de fonctionnement du contrat social implicite de l'Internet que pour mieux les contourner. Dès lors, la régulation des réseaux et singulièrement de l'Internet, devrait emprunter la voie traditionnelle des textes législatifs, avec la prééminence des directives européennes sur les législations nationales, compte tenu du caractère commercial des activités. Elle devrait aussi aboutir à la disparition inévitable de concepts qui, comme la neutralité du Net, n'ont pas de fondement économique véritable, ni de justification particulière par rapport à la protection du consommateur. Même la « deep packet inspection », l'examen des contenus transmis par les internautes dans le but de mieux gérer le trafic, pourrait être autorisé

s'il est encadré par un principe d'anonymat et d'effacement. L'Union européenne sur le plan régional et l'OMC dans le contexte mondial sont les cadres naturels pour définir, dans cette hypothèse, les conditions d'accès au « cyberspace » ainsi que sa gouvernance.

Pour envisager une autre évolution qui respecte les « principes constitutifs » du Net, il faudrait que les parlements nationaux dépositaires de la volonté souveraine des États, puissent admettre à côté de celle-ci un autre « contrat social » propre au « cyberspace », qui ne contredirait pas leur pouvoir légitime. Mais, pour qu'un tel « contrat » ait des chances d'être reconnu sur le plan national, il faudrait que ses principes soient à la fois plus explicites et mieux connus. Actuellement la plupart des internautes ignorent ce que sont l'ISOC, l'IAB ou l'IETF. Les RFC ne sont connues que d'une très infime minorité de spécialistes, dont une grande partie est d'ailleurs employée par les sociétés qui font des affaires sur l'Internet¹⁰. Celui-ci manque d'une « Charte », à laquelle devrait adhérer librement tout internaute obtenant une connexion. Elle pourrait contenir un ensemble de principes résumant l'esprit dans lequel s'est construit l'Internet sur la base de protocoles ouverts et d'une évolution technique adoptés par consensus, de la neutralité du Net (fonctionnement « end to end », sans discrimination d'aucune sorte), de la protection des données et du respect de la vie privée, de la contribution volontaire et de l'importance du « partage », etc.

Une telle « charte », si elle voyait le jour, ne pourrait qu'être « universaliste ». Ceci inviterait à penser qu'elle est impossible à élaborer, même s'il venait à quelqu'un l'idée d'en rédiger une et



de la soumettre comme RFC. Car pour qu'elle entre en vigueur il faudrait qu'elle obtienne d'abord le consensus tant prisé dans la communauté Internet et ensuite l'accord des États. Or il y a fort à parier que ses principes seraient déclarés incompatibles avec les constitutions dans bon nombre d'entre eux. À titre d'exemple, les vicissitudes puis l'adoption difficile de la « loi Hadopi » ont montré que la volonté de partage de millions de personnes peut ne pas résister face aux intérêts de quelques lobbies influents, de sorte que le principe du partage lui-même pourrait être rendu impraticable pour beaucoup d'applications et d'usages¹¹.

Internet : un catalyseur pour l'approfondissement européen ?

Internet ouvre pourtant des perspectives novatrices dans de nombreux domaines touchant à la production et à la diffusion des connaissances, à l'accès à l'information, à la vie en société et aux relations sociales, aux activités commerciales, domaine dont l'Union européenne semblait vouloir se saisir quand elle a mis en place son fameux « Agenda de Lisbonne ». La plupart de ces perspectives étaient totalement absentes et inconnues en 1995, quand ce réseau a connu son véritable décollage commercial. De nos jours, elles donnent lieu à des discussions, des débats et à un besoin de définition d'un cadre juridique approprié. Bien plus qu'un simple vecteur de croissance, une base de données gigantesque ou un réseau social de taille mondiale, Internet réalise à l'époque moderne ce que représentait peut être l'Agora pour les Athéniens ou la Déclaration d'Indépendance pour les colonies anglaises des Amériques : la volonté de forger ensemble un

avenir commun fondé sur l'exclusion d'aucun et la volonté du plus grand nombre pour contribuer à l'intérêt général. Cet avenir y est certes cantonné aux échanges électroniques, mais il n'en soulève pas moins des questions de droit, de morale et d'action qui sont aux fondements même de l'identité collective.

Or les discussions à propos du « Paquet Télécom » ont montré que les institutions européennes n'étaient pas unies quant à l'appréciation d'Internet. Le Conseil et la Commission semblent plus l'envisager comme une « place de marchés » soumise pour l'essentiel au droit de la concurrence, tandis que le Parlement, lui, l'a perçu au moins de façon latente, comme le vecteur d'une « société numérique » ou d'un « cyberspace » encore à construire. Du coup, face à ces risques de blocage au niveau européen, les parlements nationaux ont tout leur rôle à jouer pour aider à révéler, au moins à leur échelle, les principes universalistes de ce cyberspace en institutionnalisant (ou même en rejetant) ce qui est écrit dans les RFC. Ce faisant, ils contribueraient à établir un dialogue entre les deux instances de représentation (Parlement national et Parlement européen) tout en contribuant à révéler des principes nouveaux sur lesquels la construction européenne pourrait se consolider.

R · É · F · É · R · E · N · C · E · S

ARCEP (2010) : « Internet est devenu un bien collectif stratégique » *Revue trimestrielle* n° 3, août-septembre-octobre.

K. AUDEL (2007) : « Democratic Accountability and National Parliaments : Redefining the Impact of Parliamentary Scrutiny in EU Affairs », *European Law Journal*, Volume 13(4), pp. 487-504.

Y. BENKLER (2006) : « The *Wealth of Networks* » Yale University Press, New Haven and London..

Y. BREINDL et F. BRIATTE (2010) : « Digital Network Repertoires and the Contentious Politics of Digital Copyright in France and the European Union » communication présentée à la Conférence « *Internet Politics, Policy 2010 : An Impact Assessment* », Oxford Internet Institute, Oxford, 16-17 septembre.

P. DE WILDE (2009) : « Designing Politicization, how control mechanisms in national parliaments affect parliamentary debates in EU policy formulation », *Working Paper 13, ARENA Centre for European Studies*, University of Oslo.

L. LESSIG (2000) : « Code is Law : on Liberty in the Cyberspace », *Harvard Magazine*, Janvier-Février, disponible à l'adresse suivante : <http://harvardmagazine.com/2000/01/code-is-law.html>

M. MUELLER (2002) : « *Ruling the root. Internet governance and the taming of the cyberspace* », MIT Press.

P. MUSSO (2009) : « Critique de la notion de territoire numérique » in L. Gille (sous la direction de) « *Les dilemmes de l'économie numérique* », Éditions Fyp, Paris.

H. RHEINGOLD (2005) : « *Foules intelligentes* », M2 Éditions, Paris.

D. SPULBER et C.S. YOO (2009) : « *Networks in Telecommunications* » Cambridge University Press.

T. WU (2003) : « Network Neutrality, Broadband Discrimination », *Journal of Telecommunications and High Technology Law*, Vol. 2, p. 141.

N · O · T · E · S

1. Il s'agit de :

- La directive 2009/140/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 modifiant les directives 2002/21/CE relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques, 2002/19/CE relative à l'accès aux réseaux de communications électroniques et aux ressources associées, ainsi qu'à leur interconnexion, et 2002/20/CE relative à l'autorisation des réseaux et services de communications électroniques.

- La directive 2009/136/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 modifiant la directive 2002/22/CE concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques,

- La directive 2002/58/CE concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et le règlement (CE) n° 2006/2004 relatif à la coopération entre les autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs ;

- Enfin, le Règlement (CE) n° 1211/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 instituant l'Organe des Régulateurs Européens des Communications Electroniques (ORECE).

2. Lawrence Lessig (2000).

3. C'est à Tim Wu, professeur de droit à Columbia University, que l'on attribue généralement la paternité du concept, dans son article « Network Neutrality, Broadband Discrimination », Tim Wu (2003). Il en donne la définition suivante : « *The idea is that a maximally useful public information network aspires to treat all content, sites, and platforms equally... For people who know more about network design, what is*

just described is similar to the "end-to-end" design principle ». Voir http://www.timwu.org/network_neutrality.html.

4. Voir leur site : <http://www.laquadrature.net/>

5. Déclaration de la Commission européenne sur la neutralité d'Internet, 2009/ C 308/02.

6. C'est-à-dire des dispositions techniques que doivent respecter les réseaux afin de pouvoir s'échanger leurs « paquets ».

7. C'est la formule utilisée par Jon Postel, « consensus and running code », qui décrit le fonctionnement des instances de « gouvernance » de l'Internet. Jon Postel était un des pionniers du Net. Il avait en charge, jusqu'à sa mort en 1996, l'enregistrement des noms de domaine dans un serveur référent dit serveur « racine », ou « The Root » dans le jargon des spécialistes.

8. C'est ainsi que le qualifie J.D Silicani, le président de l'Arcep dans la Revue trimestrielle de l'Arcep, citée.

9. Sur les noms de domaine, voir M. Mueller (2002).

10. L'exemple le plus célèbre est celui de Vinton Cerf, l'un des deux inventeurs du protocole IP avec Bob Kahn, et à ce titre considéré comme le « père » de l'Internet. Cerf est actuellement Directeur Technique (Chief Technical Officer) chez Google.

11. Sur l'importance du partage et de la création collective, voir par exemple Lessig (2009).



R · É · S · U · M · É

L'adoption concomitante de la loi dite « Hadopi » et du « Paquet Télécom » a montré l'intrication, sur les plans national et européen, des débats concernant Internet. Cela tient à l'universalisme des valeurs portées par le réseau, qui révèlent un contrat social tacite entre les internautes. Son explicitation permettrait de transcender les fondements strictement économiques où se situent souvent les textes européens en matière de TIC et pourrait peut être aider, de façon inattendue, à approfondir la construction européenne.

Summary

The simultaneous adoption of the law « Hadopi » by the French Parliament and the « Telecom package » at the European level have revealed the universality of values sustaining Internet, creating a tacit social contract between users. The codification of these values would enable to put the European and national legal framework beyond the strict economic principles which generally support them and could possibly help, unexpectedly, to deepen the European construction.